



Séance ordinaire du mardi 28 septembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michel CALVO, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Clare HART, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Nicole MARIN-KHOURY, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Célia SERRANO, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Emilie CABELLO, Sébastien COTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Lionel LOPEZ, Hervé MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Ressources - Relations institutionnelles entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Modifications des conventions de services communs - Autorisation de signature

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012, n°2014-58 du 27 janvier 2014 ainsi que la loi NOTRe n°2015-991 du 7 août 2015 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées.

Le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a créé la métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Par convention en date 22 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Ville de Montpellier ont créé un service commun de direction générale des services, cette mutualisation concernait le seul poste de Directeur général des services. Concomitamment à cette évolution, la Métropole et la Ville ont renforcé leur démarche de mutualisation et progressivement élargi le service commun de direction générale des services à l'ensemble de la ligne de direction générale.

Dans le cadre de la réorganisation des services en cours dont l'ambition est d'offrir plus de lisibilité, de transparence et une meilleure efficacité de fonctionnement, en cohérence avec les objectifs de politiques publiques, il convient de créer trois nouveaux services communs :

- **un service commun de Direction Générale Déléguée « Qualité des services à la population »** : la Métropole et la Ville ont souhaité mettre en commun le poste de Directeur Général Délégué en charge de la Direction Générale Déléguée « Qualité des services à la population ». Ce dernier sera responsable des projets, de la stratégie, de la conduite du changement et garant de la transversalité aux côtés du Directeur Général des Services. Le service commun de direction Générale Déléguée Qualité des services à la population regroupe à ce jour le seul poste de directeur Général Délégué.

- **un service commun du Pôle « Solidarités »** : aux côtés du Directeur Général des Services et des Directeurs Généraux Délégués, les pôles seront les garants de la mise en œuvre des politiques publiques, des objectifs et du délai de réalisation. La Métropole et la Ville ont souhaité mettre en commun deux postes : celui de Directeur du Pôle Solidarités et celui de Chargé de mission Bien vieillir.

La mise en place de ces services communs s'exerce dans les conditions fixées par convention, en vertu de l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Ces services communs seront gérés par la Ville, où est établie leur résidence administrative

- **un service commun de Direction Générale Déléguée rattaché à Montpellier Méditerranée Métropole** : la Métropole et la Ville ont souhaité mettre en commun les postes de Directeur Général Délégué en charge de la Direction Générale Déléguée « Aménagement et développement équilibrés du territoire », et de Directeur Général Délégué en charge de la Direction Générale Déléguée « Performance et transformation de l'administration ». Ces derniers seront responsables des projets, de la stratégie, de la conduite du changement et garant de la transversalité aux côtés du Directeur Général des Services.

La mise en place de ce service commun s'exerce dans les conditions fixées par convention, en vertu de l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Ce service commun sera géré par la Métropole, où est établie leur résidence administrative.

La création de ces services communs a fait l'objet d'un avis des Comités techniques de la Ville en date du 9 septembre 2021 et de la Métropole en date du 17 septembre 2021.

Par ailleurs, le service commun du Département Solidarité et Vivre Ensemble qui fait l'objet d'une convention tripartite entre la Ville, la Métropole et le CCAS et est composé du seul poste du Directeur Général adjoint des services est modifié dans le cadre de la réorganisation et n'est plus tripartite. A ce titre, la Ville, la Métropole et le CCAS ont par courrier respectifs décider de résilier cette convention conformément à l'article 8 de la convention de service commun.

En conséquence, il proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la création du service commun de Direction générale déléguée Qualité des services à la population ;
- D'approuver la création du service commun du Pôle Solidarités ;
- D'approuver la création du service commun de Direction Générale déléguée 3M ;
- D'autoriser la signature des conventions de services commun qui fixent les modalités de cette mise en commun ;
- Prendre acte de résiliation de la convention de service commun tripartite entre la Ville le CCAS et la Métropole relative au Département Solidarité et Vivre Ensemble ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/10/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 8 octobre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210928-170605-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/10/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de service commun DGD 3M.pdf
- Convention de service commun DGD Ville.pdf
- Convention de service commun Pôle Solidarités.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.